

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU
STATIONNEMENT RUE DES FRERES LUMIERE**

Le Maire de la Commune de Coignières
11ème Vice-président de Saint-Quentin-en-Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté municipal n°00-112/DT du 12 décembre 2000 portant limitation du poids total autorisé en charge des véhicules circulant sur les voies communales,

Vu l'arrêté municipal n°DT/11/159 du 4 octobre 2011 portant réglementation de la vitesse sur la commune de Coignières,

Vu l'arrêté municipal 26_065_DGS du 21 mars 2026 portant délégation de fonctions et de signatures à M. James BÉL, Conseiller municipal délégué,

Considérant la Déclaration de projet de Travaux n° 2026032601258PSY du 26/03/2026 par laquelle la société ENEDIS sise rue Thomas Edison - 78280 GUYANCOURT informe la Commune qu'elle effectuera des travaux de raccordement du réseau HTA et la pose d'un nouveau poste client sur la rue des Frères Lumière à hauteur du parking du FORUM à COIGNIERES,

Considérant la demande d'arrêté de circulation du 10/04/2026 de la société INCREMENT sise 23/25 rue des Chevries 78410 FLINS SUR SEINE et les différents contacts entre la société INCREMENT, la société GOUNY & STARKLEY et les services techniques,

Considérant l'accord du 10/04/2026 de la société GOUNY & STARKLEY, gestionnaire de la rue des Frères Lumière à hauteur du FORUM de Coignières.

Considérant que les travaux débuteront le 27/04/2026 et auront une durée de 35 JOURS,

Considérant que les travaux auront une incidence sur la circulation des usagers rue des Frères Lumière,

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers,

Vu les lieux,

ARRETE

Article 1 – Autorisation d'occupation du domaine public

A compter du 27/04/2026 et pour une durée de 35 jours, la société INCREMENT est autorisée à effectuer des travaux de raccordement du réseau HTA et la pose d'un nouveau poste client sur la rue des Frères Lumière à hauteur du FORUM de Coignières.

Le présent arrêté vaut autorisation d'occupation temporaire du domaine privé ouvert à la circulation publique pour les travaux susvisés.

Article 2 – Prescriptions particulières d'exécution

Les travaux devront être réalisés dans les règles de l'art, avec respect des prescriptions techniques de la société GOUNY & STARKLEY.

Article 3 – Exploitation de chantier

A compter du 27/04/2026 et pour une durée de 35 jours, la vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, la circulation de tous les véhicules sera alternée par feux ou piquets K10 selon les schémas CF23 et CF24 du SETRA, le dépassement et le stationnement seront interdits à tous véhicules sur l'emprise du chantier.

Les véhicules en infraction seront considérés comme gênants et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

La sécurité des piétons sera assurée par l'entreprise INCREMENT pendant toute la durée du chantier.

La circulation des piétons sera interdite dans l'emprise des travaux. Une déviation piétonne sera mise en place par les traversées de chaussée existantes de part et d'autre du chantier. L'accessibilité PMR devra être conservée dans cette déviation temporaire.

Les accès aux commerces devront être préservés pendant toute la durée du chantier ainsi que le passage du camion de collecte des ordures ménagères.

Pendant toute la durée des travaux, un balisage réglementaire, conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, assurant la circulation des véhicules et la sécurité des piétons sera mis en place par l'entreprise réalisant les travaux qui en aura la charge de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de signalisation. L'entreprise veillera au strict respect des obligations de sécurité et de prudence prévues par la loi ou les règlements, et prendra toutes les mesures recommandées dans le cadre de l'obligation générale de sécurité. Notamment, l'entreprise mettra en œuvre les moyens nécessaires visant à pallier au risque d'effondrement de tranchée de profondeur supérieure à 1,30m.

L'entreprise devra communiquer aux services techniques de la commune de Coignières le numéro de téléphone d'astreinte pour la maintenance de la signalisation de jour comme de nuit.

Article 4 – Infractions

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 – Affichage et diffusion

Monsieur le Maire, la Police Municipale, Monsieur le Commissaire divisionnaire, chef de la circonscription de Police Nationale d'Élancourt sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté affiché en Mairie et dont ampliation sera transmise à :

- ◆ Monsieur le Commissaire divisionnaire, chef de la circonscription de Police Nationale d'Élancourt,
- ◆ La société INCREMENT,
- ◆ La société GOUNY & STARKLEY pour information,
- ◆ La société SEPUR pour information.

Fait à Coignières, le 14/04/2026

**Pour le Maire,
Le Conseiller chargé des Travaux et de
l'innovation publique**

James BEL



Le présent acte peut faire l'objet d'une voie de recours gracieuse auprès de son auteur, ou contentieuse devant le Tribunal Administratif de Versailles - 56 Av. de Saint-Cloud, 78000 Versailles, ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, voire lorsqu'elle a été expressément prescrite, à compter de sa notification pour la ou les personnes directement visées.